

François Brune

De l'idéologie, aujourd'hui

1995-2005

Devenue ambiante, l'idéologie s'est immiscée partout : dans les sophismes de l'image, le battage événementiel des médias, les rhétoriques du politiquement correct, les clameurs de la marchandise. Vaste grille mentale, faussement consensuelle, elle enferme l'être humain dans les jouissances de la consommation et ses exhibitions mimétiques, au service d'une « croissance » sans fin... qui finit par lui pourrir la vie.

Éditions de Beaugies

De l'idéologie, aujourd'hui

Au fil de votre été :

Liste des extraits proposés le jeudi...

- 23 Juin. *Cette idéologie qui ne dit pas son nom...* ([Avant-propos](#)).
- 30 Juin. *De l'idéologie aujourd'hui* ([Chap. 1](#)).
- 7 Juillet. *Images publicitaires : le bonheur dans l'illusion* ([Chap. 3](#)).
- 14 Juillet. *Une éthique de la manipulation ?* ([Chap. 4](#)).
- 21 Juillet. *Le Vatican absout la publicité* ([Chap. 5](#)).
- 28 Juillet. *Du discours balladurien* ([Chap. 6](#)).
- 4 Août. *Football et idéologie* ([Chap. 7](#)).
- 11 Août. *La pub, nouveau visage du totalitarisme* ([Chap. 8](#)).
- 18 Août. *Ces « événements »... qui n'existent pas !* ([Chap. 10](#)).
- 25 Août. *Résister à la pieuvre* ([Chap. 11](#)).
- 1^{er} Septembre. *Feu le citoyen ?* ([Chap. 12](#)).
- 8 Septembre. *Longue vie au « dysfonctionnement »* (Chap. 13).
- 15 Septembre. *Pour une société de frugalité* (Chap. 14).
- 22 Septembre. *Pensée unique : la dogmatisation du « réel »* (Chap. 15).
- 29 septembre. *Système pub : l'on récupère ou l'on déborde* (Chap. 16).

Feu le citoyen ?

Être citoyen, ce n'est pas seulement disposer du droit de cité ; c'est être partie prenante de ce qui s'y décide. C'est se sentir membre d'un peuple souverain.

De nombreux signes révèlent depuis quelques années l'inexorable dépérissement du sentiment de citoyenneté. Et ce ne sont pas les engouements des jeunes générations pour le Mondial en 1998, pour Loft Story en 2001 ou le vote Chirac en 2002 qui démentiront cette désaffection « citoyenne » des 15-29 ans, diagnostiquée en 1997 au début de l'euphorie jospinienne. Une enquête révélait en effet leur total désabusement à l'égard de la chose publique, ou plutôt leur indifférence, puisqu'il ne saurait y avoir de désenchantement là où il n'y a pas eu d'espoir. « *On assiste à une décrédibilisation globale des institutions*, notait un commentateur. *Tous ceux qui représentent la citoyenneté sont rejetés et ce rejet est encore plus fort chez les jeunes que dans le reste de la population*¹. »

L'explication est simple : quand le citoyen ne peut plus agir sur sa propre existence par le biais de l'engagement collectif, il n'existe plus en tant que tel. Or tout lui crie son impuissance : l'ordre économique-social dans lequel les « libertés » de l'individu sont largement illusoire ; l'ordre médiatique qui joue à refléter le public qu'il conditionne ; et l'ordre proprement politique qui ne semble plus « représenter » le peuple que pour le trahir...

1. L'ordre économique, tel que le chantent ses acteurs autorisés (journalistes financiers ou capitaines d'industrie) continue de glorifier les canons de la pensée unique. Il faut plier devant les lois du

marché (international), il faut s'adapter à la dictature conjointe de l'euro et de la Banque centrale européenne, il faut passer par la rigueur et la déréglementation que les décideurs imposent à leurs salariés, en alléguant l'impératif catégorique de la mondialisation. Devant cet ordre dominant, les individus sont partagés entre un scepticisme total et une sorte de sauve-qui-peut affolé. Il est établi que les « logiques économiques » vont à l'encontre des bienfaits sociaux. Il est établi que « l'inégalité » est bien nécessaire au « dynamisme » des marchés, et que la « modernité » – à laquelle on ne saurait se soustraire – va dans le sens contraire de la justice et de la solidarité, ce que l'on doit admettre². Si le droit au travail fait partie intégrante du droit de cité, la persistance d'un chômage massif dément chaque jour que les pays européens soient encore des « démocraties »³. Et ces remarques ne concernent pas seulement les humbles salariés du bas de l'échelle sociale. Les gentils cadres appelés à s'épanouir librement dans l'entreprise au sein de relations humaines on ne peut plus diaphanes, lesquelles démultiplient leur efficacité, n'en vivent pas moins sous l'épée de Damoclès des restructurations et des délocalisations, avec au fond du cœur ce fameux stress où se mêlent la frousse d'être viré et/ou la hargne de supplanter le collègue-rival. Quant à se sentir hommes parmi les hommes, participant tout à la fois au progrès humain et à la prospérité économique de leur pays... rions, mes frères⁴!

Cependant, pour nous consoler de ces pleurs de joie, les chantages de la société de consommation nous répètent qu'au moins, à tout moment, l'individu est libre dans la sphère privée de sa vie de « consomm'acteur » : libre devant les produits, les objets, les vêtements, les styles de vie, voire les « partenaires » entre lesquels la société marchande lui offre « le pouvoir de choisir », de « se » choisir.

Il est pourtant clair que, quand bien même il en a les moyens (financiers), le « consommateur » n'est pas « libre » dans la mesure où il ne maîtrise pas l'information qui le concerne. Le conditionnement publicitaire, les limites imposées aux associations protestataires (l'interdiction du boycottage), l'ignorance dans laquelle le public est tenu concernant l'origine ou la composition des produits (les scandales comme celui de la « vache folle » – en attendant les autres – éclatent toujours *après coup*), les pressions manifestes et les manœuvres perverses que l'on a pu observer au *niveau mondial*

depuis cinq ans pour faire accepter bon gré mal gré les OGM à *l'Humanité elle-même*, ces multiples réglementations biaisées qui échappent au citoyen mais dont il subit les servitudes quotidiennes, tout indique au consommateur qu'il n'a qu'à consommer et se taire. La façon dont les coupures de film par la publicité, à la télévision, lui ont été imposées, envers et contre tout, montre que s'il a droit à l'accessoire (bavarder sur les rapports qualité-prix par exemple), l'essentiel – l'assignation de son existence collective à la consommation et à son idéologie – ne saurait être mis en cause. Et ce dressage à n'être qu'un « mangeur », qui n'a pas même le droit de parler en mangeant, commence très tôt⁵.

2. Le système médiatique, de plus en plus asservi au précédent, accroît cette impuissance devant l'ordre des choses. Le citoyen, qui ne se sent exister *en tant que tel* ni comme producteur ni comme consommateur, ne pèse pas davantage comme public. Pour l'essentiel, il ne peut que gober la représentation du monde que lui imposent les médias.

Les spectacles qui le divertissent des sombres réalités de l'économie ne servent qu'à lui masquer cette évidence (tout en la lui faisant sentir) : tout se décide sans lui. Pour le reste, il est bombardé d'informations dont il n'a que faire pour modifier le cours de sa vie. Branché sur le village planétaire, il est certes invité à vivre par procuration « tout ce qui se passe » dans le monde, et en particulier les grandes « tragédies » de l'époque – la mort des princesses, par exemple – mais ce leurre rituel, cette aliénante compensation affective, en dévoyant ce qui peut rester en lui de désir de participation « démocratique », le dissuade à jamais d'oser prétendre agir sur la marche d'une planète où il n'est que poussière. Il n'est là que pour regarder, s'émouvoir et se taire. Et moins il se sent acteur en face du tragique du monde contemporain, plus s'accroît en lui le besoin compensateur d'en consommer le spectacle⁶. Pulsions consommatrices, pulsions compensatrices...

La vision dominante qui lui est donnée, aussi bien de son existence que de l'évolution de la société, est le plus souvent une vision horoscopique. Il n'y a pas que les drames spectaculaires qui lui sont présentés comme le fruit du destin : la plupart des maux actuels, engendrés par les décisions des États ou la politique des grandes firmes, lui sont décrits en termes de fatalité astrale. C'est ainsi que

le chômage, par exemple, est traité par un journal régional de la chaîne France 3 dans une rubrique intitulée : « *La météo de l'emploi* ». Dans le même esprit, Jacques Chirac désignait comme « *fléaux* » (c'est-à-dire comme calamités naturelles) les réalités suivantes : « *Le chômage, l'exclusion, l'exploitation des enfants, la drogue, l'argent sale, le terrorisme* » ⁷. L'action politique est elle-même présentée à un large public comme dépendant fondamentalement des astres, dans des grimoires comme *Mitterrand et moi*, d'Élisabeth Tessier, célébré par *Télé 7 jours* ⁸.

Les démocrates postmodernes soutiennent cependant que le public continue de peser par le biais de l'Opinion, que « révèlent » les sondages – cette opinion que la classe politico-médiatique ne cesse de flatter pour lui faire croire qu'elle l'influence, et d'abord qu'elle existe. Le plus étrange est que l'imposture sondagière demeure, en dépit de toutes ses erreurs, dont les plus notoires furent celles qui annonçaient unanimement un second tour Chirac-Jospin aux présidentielles d'avril/mai 2002 ⁹.

Combien de fois faudra-t-il redire que, du point de vue de la réalité populaire, les sondages n'expriment *rien* : parce qu'ils ne font opiner les gens que sur des événements préconditionnés par l'idéologie dominante, parce qu'ils assimilent des impressions évanescentes à des suffrages mûrement réfléchis, parce qu'ils sont soudain proclamés sous la forme de sentences imprévisibles et fatales (« *Les Français pensent que* ») devant lesquelles le citoyen ne peut que gémir (s'il est « minoritaire ») ou se rallier (par vertige consensuel). Très généralement, le mythe de l'opinion ne sert qu'à intimider le peuple, et à l'égarer – ce que trahit cette formule d'un commentateur pressé : « *Les électeurs ne savent plus à quel sondage se vouer* ¹⁰. »

Ainsi, loin de refléter le citoyen ou de lui donner prise sur le réel, les médias contribuent à le « dépolitiser ». Ce sont eux qui contribuent à produire cette époque inintelligible où l'on ne peut que se laisser balloter au sein du « désordre établi » (opération très *politique* évidemment!), eux qui produisent l'absence de repères, eux qui produisent le brouillage des valeurs et des opinions, eux qui minent, en désorientant les gens, toute conscience « citoyenne », et ceci, au moment même où ils profèrent sur tous les tons cet adjectif que ne comprend plus personne, puisqu'on est allé jusqu'à parler de « *chien citoyen* » ¹¹...

3. L'ordre proprement politique, celui-là même où s'exprime la vie démocratique, permet-il aux citoyens de s'exprimer véritablement? N'est-il pas compromis par les récupérations du « forum médiatique », et par les reniements de la classe politique proprement dite?

Le moins qu'on en puisse dire, c'est que les appels publics à la liberté du citoyen, à sa résistance aux puissances de ce monde et à sa dimension critique personnelle sont largement passés de mode. Ce à quoi le forum médiatique appelle les citoyens, en l'occurrence réduits au statut de « public », c'est à des mobilisations consensuelles (souvent manichéennes d'ailleurs), de sorte qu'il n'a plus qu'à rallier des causes (des spectacles!) qui ne suscitent plus de conflits.

La néo-citoyenneté médiatique adore en particulier commémorer (la Révolution de 1789, la Déclaration des droits de l'homme), faire le procès du passé (la France de Vichy) ou fêter des lendemains libérés (le troisième millénaire verra le triomphe de la démocratie!). Elle entend surtout produire des « événements-citoyens », de faux débats civiques (quelle vedette bien dans l'air du temps, par exemple, fallait-il élire en l'an 2003 pour incarner la République : Patricia Kaas? Estelle Hallyday? Laetitia Casta? Ce fut cette dernière; en 2003, les maires ont choisi Evelyne Thomas!), etc. Quant aux réalités politiques officielles, en passant dans le moule du modèle médiatique, elles ne sont plus qu'un prétexte à produire des émissions-événements, assaisonnées de sondages complaisants. Et voici les politiciens toutes catégories qui se précipitent sur les plateaux télévisés, afin de figurer dans les spectacles de variétés dont le dispositif même est axé sur la dérision du politique!

On rétorquera que la vraie citoyenneté est désormais européenne. Sauf que celle-ci ne semble pas davantage être sortie du cadre médiatico-publicitaire. Voici en effet le type d'appel qui nous l'annonce, cette fameuse tautologie lancée fin 1998 : « *Je suis en Europe, donc je pense en euro.* » Ce « donc » éminemment cartésien vaut vraiment son pesant de soumission à l'ordre financier. Et puis, cette autre formule confondante : « *En Europe, aujourd'hui, voter, c'est exister.* » (mai 1999) Sans doute. Mais... ne serait-ce donc que cela? Ce bizarre slogan, en enfermant l'existence citoyenne dans la minceur d'un vote au pouvoir incertain, avait vraiment de quoi démoraliser tout militant désireux d'agir sur l'Europe. Il est des appels à l'existence qui vous confirment que vous n'existez plus...

Qu'en est-il, dès lors, de la foi des citoyens réels dans les institutions politiques et les représentants élus de leur pays réel? Une désillusion constante, dont les causes se répètent d'élections en élections.

- Il existe d'abord un fossé entre le battage médiatique qui accompagne, en France, les législatives, les régionales ou les présidentielles, et le peu de résultat effectif qui s'ensuit dans l'amélioration des conditions d'existence de la majorité des votants. On appelle aux urnes les citoyens, on célèbre leur capacité de faire bouger les choses (changer la vie, changer l'avenir, produire un nouvel élan, etc.), on cultive le suspense sur les résultats, on soigne la dramaturgie de ces soirées électorales où des déclarations définitives font miroiter aux yeux du peuple les grands bouleversements qu'on va opérer en son nom... Et que se passe-t-il réellement, chiffres à l'appui, en dépit des grands titres? Un mouvement infime. Le compte rapide des électeurs non inscrits, des abstentionnistes et du nombre de bulletins nuls ou blancs montre qu'environ 40 % des citoyens demeurent, quand ce n'est pas davantage, volontairement ou non, à l'écart de la représentation politique. Il en résulte que les « majorités » actuelles sont l'émanation d'à peine un quart du « peuple souverain » et qu'il suffit d'un très petit nombre d'électeurs pour faire « basculer la France » d'un camp politique à l'autre¹². On a beau ériger en événements les rites de la démocratie formelle (avant, pendant et après), la crise de la représentation demeure.

- À peine l'élection bouclée, passé « l'état de grâce », les Français se réveillent de cette gorgée d'eau du Léthé qu'est à chaque fois, pour eux, la dramaturgie électorale. C'est l'heure des reniements gouvernementaux. Pas seulement en 1984 avec Fabius-Mitterrand, ou en 1995 avec Juppé-Chirac. Mais aussi bien en 1997, avec Jospin, dont les actions décisives annoncées en cours de campagne se sont vite traduites par une série de renoncements : signature du « pacte de stabilité budgétaire » (dénoncé dans les meetings); fermeture de l'usine de Vilvoorde (avec le recours à l'expertise d'un « expert indépendant », mais connu pour ses convictions pro-flexibilité); poursuite des privatisations de fait sous un vocabulaire qui feignait de les récuser (il s'agissait seulement « d'ouvrir le capital aux actionnaires privés »...), etc. Et l'on vit alors *Le Monde* et la Bourse applaudir, et les sympathisants du nouveau Premier ministre alléguer, la main sur le cœur, son absence de « marge de manœuvre ».

Mais une terrible contradiction éclate alors : comment ces mêmes hommes, qu'on nous montre acharnés à assumer les plus hautes responsabilités, à *penser-sans-y-penser* à la magistrature suprême, osent-ils dès qu'ils sont au pouvoir invoquer leurs faibles marges de manœuvre, se plaindre d'une France ingouvernable après s'en être prétendus l'image¹³, et incriminer les réalités mondiales auxquelles on ne pourrait que s'adapter? Comment dès lors croire à leurs paroles, à leurs discours, à leurs « looks », qu'ils soient « de droite » ou se disent « de gauche »? Comment se fier à des professionnels de la politique qui promettent depuis 25 ans d'éradiquer un chômage qui est la source de tous les maux, et qui échouent avec la même constance (à quelques nuances près), parce qu'ils en acceptent les causes en se pliant aux lois de la finance internationale et aux dogmes du néo-libéralisme, laissant faire les délocalisations, entérinant les licenciements, se satisfaisant de la fameuse « fracture sociale » qu'ils font semblant de déplorer, déclarant sans ambages que « l'État ne peut pas tout » devant les cascades de plans sociaux, poursuivant la déréglementation et la détérioration des services publics, et attendant pour finir le salut économique et social de la France de la reprise d'une croissance internationale dont les signes sont guettés du côté de Wall Street?

Qu'à cela s'ajoutent le feuilleton des affaires, les mensonges notoires ou les oublis coupables¹⁴, les obstacles cyniquement placés sur le chemin des juges qui s'obstinent à faire appliquer la loi, et l'on comprendra que les citoyens en viennent à douter de la démocratie elle-même. Et ce n'est pas le spectacle caricatural du second tour des dernières présidentielles¹⁵, en avril-mai 2002, qui leur fera croire qu'ils peuvent encore par le vote agir politiquement. La vraie citoyenneté s'exerce sans doute ailleurs...

Notes :

1. *Le Monde*, 25 juin 1997.

2. C'est ce qu'implique la formule de Jacques Chirac, lorsqu'il en appelait à « une voie qui concilie la justice, la solidarité et la modernité » (21 avril 1997). Les deux premières valeurs consacrées s'opposent à la troisième...

3. Voir le dossier « L'idéal démocratique dévoyé », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

4. Curieusement en effet, les classes dirigeantes ne semblent pas échapper à

l'impérieuse servitude volontaire, dans le cadre de la vulgate néo-libérale qui leur promet la liberté. Il faut bien apprendre à servir le système qui vous sert. Aussi s'appliquent-elles à elles-mêmes, notamment dans les grandes écoles qui les forment, des processus d'auto-conditionnement propres à décupler leurs performances professionnelles. C'est ainsi qu'un Forum Carrières, organisé le 24 juin 1999 par le groupe HEC à l'intention des cadres quinquagénaires, avait pour thème « L'entreprise de soi ». Judicieux concept, pour apprendre à se vivre comme une entreprise au service de l'Entreprise. Les participants étaient donc conviés à méditer sur leur existence, selon le catéchisme suivant : « *Quelle est ma vraie valeur ajoutée ? Est-ce que j'entretiens suffisamment mon réseau relationnel ? Que peut m'apporter le coaching ? Puis-je me faire chasser ?* » Attention au faux sens : il ne s'agit pas ici de se « faire chasser » de son entreprise, mais bien de se faire « chasser »... par un chasseur de têtes ! Dans la jungle capitaliste, les tigres du « management » doivent montrer patte blanche pour entrer dans le système où ils pourront sortir leurs griffes. On atteint là un rare degré d'intériorisation des modèles, au service naturellement d'un nouvel humanisme...

5. Le linguiste Alain Bentolila rapporte à ce sujet une étonnante expérience. On présente à quarante enfants, âgés de quatre à cinq ans, un spot publicitaire contre l'usage du tabac. Le message est on ne peut plus clair : un adolescent offre une cigarette à une jeune fille, et celle-ci écrase la cigarette en disant : « *Un peu de liberté gagnée.* » Mais voici qu'à la question : « *Qu'est-ce qu'on veut dire dans ce film, pourquoi passe-t-il à la télévision ?* », trente-huit enfants ont répondu : « *Ça veut dire que la cigarette, c'est bon, il faut fumer.* » Que signifie un tel contresens ? Tout simplement qu'à l'âge de cinq ans, l'idéologie a déjà façonné l'esprit de l'enfant. Pour lui, il n'y a pas de doute : 1) c'est court, ça passe entre les émissions, c'est donc un spot ; 2) dans ce spot, on parle de cigarettes : il s'agit donc du produit ; 3) si on parle d'un produit dans un spot, ce ne peut être que pour en dire du bien. Donc, il est bon de fumer (Alain Bentolila, *De l'illettrisme en général et de l'école en particulier*, Plon, pp. 84-85).

6. L'attente de spectacles est parfaitement intériorisée. À la question posée dans un sujet au bac : « *Regarde-t-on les informations à la télévision comme on regarde un spectacle ?* », nombre de candidats ont répondu innocemment : « *Non, elles sont trop ennuyeuses.* » Loin de penser qu'on les invitait à mettre en cause le journalisme-spectacle, ils ont incriminé l'information en ce qu'elle n'est pas encore assez spectaculaire ! Le « modèle événementiel » est bien ancré dans les têtes (cf. notre chap. 10).

7. Discours du 21 avril 1997.

8. *Télé 7 jours*, Paris, 10 mai 1997. Des millions de lecteurs ont pu apprendre par exemple que la date du référendum de Maastricht (20 septembre 1992) était astralement bénéfique, ou qu'inversement, si Jean-Pierre Chevènement fut amené, pendant la première guerre du Golfe, à démissionner un 29 janvier, c'est qu'hélas, ce jour-là, « *la pleine lune touchait son ciel astral* ».

9. Les enquêteurs refusaient de croire à la réalité de la protestation ouvrière... qui se disposait à voter Le Pen à force de n'être pas écoutée par la classe politico-médiatique. Cécité d'autant plus coupable que les analystes les plus pers-

picaces, comme Emmanuel Todd, n'avaient pas manqué dès 1995 d'avertir les responsables.

10. Entendu sur *France-Info*, à propos des élections au Royaume-Uni (avril 1997).

11. Oui, on a parlé de « *chien citoyen* », celui qui sait pisser dans le caniveau, et dans la même perspective, de « *voitures citoyennes* », celles dont le pot catalytique atténue la pollution...

12. Voir par exemple les analyses détaillées du *Monde* sur les législatives de 1997 (5 juin 1997). Le cas des présidentielles 2002, biaisé par les ralliements au vote Chirac, est naturellement à mettre à part...

13. Éternel sophisme du reflet ! La télévision dit : « *La télévision, c'est vous.* » La publicité dit : « *Je suis votre miroir.* » Les politiciens, à l'instar de Pujade (cf. les *Mythologies* de R. Barthes), disent : « *Je suis comme vous, ratifiez-moi.* » Le sophisme du miroir, dans la présentation de soi, semble vraiment l'apanage des discours démagogiques. On empêche ainsi l'autre de se voir tel qu'il est pour l'empêcher de prendre conscience de son véritable désir. On nie toujours la différence de ceux qu'on veut enrégimenter...

14. Le jeudi 14 décembre 2000, sur TF1, Jacques Chirac déclare : « *Je ne le savais pas* », à propos du système des marchés truqués à Paris et en Île-de-France avant 1995, dont le RPR – qu'il présidait – fut largement bénéficiaire. Il n'était pas au courant des problèmes de financement de son parti ! Et d'ajouter à la face des Français : « *Je vais vous dire franchement une chose : je ne peux pas y croire !* » Eh bien, très franchement, que ceci ne soit pas un mensonge effronté, je ne peux pas y croire moi-même.

À noter que le 7 octobre 2003, Alain Juppé, mis en examen en tant qu'ex-secrétaire général du RPR, déclare de même ne pas savoir que sa propre secrétaire avait été rémunérée, à l'époque, par l'artifice d'un emploi fictif à la Mairie de Paris. Naturellement, il était le seul au monde à l'ignorer... Par bonheur, résistant aux pressions du pouvoir – tout arrive ! – les juges condamneront Alain Juppé, et à travers lui le « système Chirac », pour avoir délibérément « *trompé la confiance du peuple souverain* » (30 janvier 2004).

15. Ou bien le Front national doit être interdit comme fasciste, raciste et antidémocratique, et il y a à l'Assemblée des majorités pour cela. Ou bien, ce parti est considéré comme légal dans notre démocratie, et alors, il mérite d'être traité comme les autres, même s'il est, comme on dit à l'émission Envoyé spécial, « pas comme les autres ». Or, comme l'a montré Edgar Roskis dans sa « Chronique d'un orphéon médiatique » (*Le Monde diplomatique*, juin 2002), l'inégalité de traitement du candidat Chirac et du candidat Le Pen a été flagrante entre les deux tours des présidentielles dans les médias. Mieux : l'inégalité de traitement entre les partisans du vote Chirac et les partisans de l'abstention (civique) n'a guère été moindre. La grande majorité de la classe politico-médiatique a oublié toute déontologie républicaine au nom de la démocratie – ou de son simulacre (à telle enseigne que Laurent Joffrin et Philippe Tesson se sont accordés sur France Inter pour estimer qu'après le 5 mai « *la démocratie [allait] reprendre son cours* »). L'idolâtrie envers un candidat qui avait bafoué la démocratie (cf. note précédente), toujours au nom de la démocratie, s'est traduite par exemple par cet envol des frères Cohn-Bendit :

« Dire NON au Couperet, à la Haine, à l'Intolérance, au Racisme, à l'Antisémitisme et à la Cancérisation, c'est inventer une nouvelle grammaire et ça s'épelle C-H-I-R-A-C. » Bien entendu, ces procédés déloyaux n'ont pas supprimé le Front national, au contraire. Ils ont simplement aidé les médias à ne pas s'interroger sur les causes du mal en ne s'en prenant qu'aux symptômes, contribuant ainsi à perpétuer la menace du FN, et le grand profit idéologique qui lui est consubstantiel. La « social démocratie » n'a-t-elle pas besoin, pour se « blanchir » en permanence, de s'inventer un repoussoir bien « brun », qu'elle ne semble dénoncer que pour le pérenniser ?